

La culture en luttes

Remettre l'art, la culture et l'éducation populaire au cœur du combat émancipateur

La gestion sociale de la crise sanitaire révèle comment l'art et la culture sont considérés par ce gouvernement.

Le capitalisme s'empare des imaginaires. Des œuvres, des langages, des revues, des lieux, des festivals, des artistes disparaissent tandis que de grands groupes font main basse sur la production artistique, sur les médias et le numérique. Ils fabriquent et diffusent massivement des « produits culturels » standardisés et uniformisés.

C'est parce que ces aspects culturels sont au cœur de l'aliénation des classes populaires, que leur sous-estimation est pour beaucoup dans les difficultés que nous rencontrons pour transformer la colère sociale en force politique alternative.

Pour reconstruire une hégémonie culturelle, faire de l'art et de la culture un enjeu majeur, il faut s'affranchir des valeurs dominantes.



La résistance s'organise, de nombreuses initiatives s'organisent partout en France. Dans l'Ain, à l'appel des artistes, de lieux de création, de diffusion, d'expositions, une première initiative départementale a réuni samedi 27 février une foule de citoyens pour demander la ré-ouverture des lieux de culture. Depuis, avec l'occupation de la Tannerie, comme près de 100 lieux en France, les initiatives se multiplient (dernièrement à la MJC Louise Michel d'Ambérieu) et les rencontres font évoluer les revendications.* De nombreuses actions seront encore nécessaires, en convergences avec d'autres pour imposer l'idée que l'art et la culture sont essentielles à notre humanité.

Penser un nouveau projet pour l'art, la culture et l'éducation populaire.

* Nous voulons

Égalité de traitement dans l'ouverture entre les lieux culturels, de cultes et les commerces.

Prolongation de l'année blanche pour l'ensemble des intermittents du spectacle.

Plan de financement massif pour la reprise concertée des activités culturelles.

Suppression de la réforme de l'assurance chômage.

Extension du RSA aux 18-25 ans.

Le rôle essentiel que les communistes ont joué en faveur de la liberté de la création et de la démocratisation culturelle nous enjoint à contribuer à refonder les politiques culturelles publiques. Le temps est venu de repenser avec force la question culturelle comme un enjeu majeur de la reconstruction d'un projet de société émancipatrice.

Une nouvelle responsabilité publique doit voir le jour. Elle doit s'appuyer sur la tenue d'États Généraux réunissant les acteurs du monde de l'art, de la culture et de l'éducation populaire ainsi que les forces vives du pays. Elle doit doter le pays de lois refondant un service public basé sur une compétence partagée entre l'État et les Collectivités dotées de moyens garantis par la loi pour assumer leurs responsabilités dans tous les territoires avec des



Franck Ricol
intervenant sur la culture

budgets publics conséquents permettant de combler les reculs accumulés et d'envisager l'avenir avec ambition.

Le développement des arts, de la culture, de la création et de l'éducation populaire" exige une plus grande reconnaissance financière du travail artistique, indépendamment de la production d'œuvres, et donc le financement public de la culture doit prioritairement soutenir le processus du travail artistique et non l'œuvre qui en résulte.

Les communistes veulent contribuer à ce retour en force de la culture, indispensable pour affronter les vents mauvais et renouer les liens entre le réel et l'utopie.

Les communistes s'expriment sur leur site

pcf-bourg-bresse-revermont.com



150 ans de la Commune de Paris

18 mars 1871 / 18 mars 2021

1ère expérience de République sociale où les femmes jouèrent un rôle essentiel.

A l'aube du 18 mars 1871, Thiers tente de voler les canons achetés par souscription par les Parisiens pour se battre contre les Prussiens qui assiégeaient Paris. Thiers négocie un armistice. Une paix honteuse livrant la capitale à l'ennemi et imposant un lourd tribu financier. Les Montmartroises l'en empêchent et les soldats mettent crosse en l'air. Thiers et son gouvernement fuient à Versailles.

Des élections sont organisées.

Les décrets sont journaliers : Remise générale des loyers, séparation de l'Église et de l'État, réduction du temps de travail, égalité de traitement entre instituteurs et institutrices, ... Les femmes sont de tous les combats remplaçant dans les écoles et les hôpitaux le personnel religieux qui refuse la laïcisation.

Mais le 21 mai, les troupes de Versailles entrent dans Paris. Sur les barricades les Parisien-ne-s tentent de tenir tête. La lutte est inégale et le 28 mai la Commune est écrasée.

Dans le sang (la semaine sanglante: 20 000 parisien-ne-s massacré-e-s).

D'autres Communes se sont levées en France, à Lyon, Marseille, St Etienne, Le Creuzot, Limoges, Toulouse, Narbonne. Toutes réprimées dans la violence.

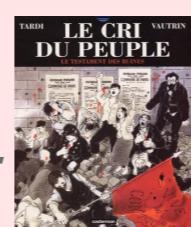
La République sociale a fait souffler un vent de démocratie très loin des attitudes de monarque absolu que nous connaissons aujourd'hui.

Pour l'aborder de manière romancée voici quelques conseil de lecture.



Le banquet des affamés : de Didier Daeninkx
L'histoire romancée de Maxime Lisbonne, Un vrai roman d'aventure.

Le cri du peuple: BD de Jacques Tardi et de Jean Vautrin (4 tomes) éditées entre 2001 et 2004,



Communardes ! : 3 BD La Commune vue du point de vue des femmes : 3 portraits de femmes

4



journal des communistes de Bourg Bresse Revermont n°1

La section a souhaité renouer avec une «gazette locale» qui nous permet de mieux communiquer entre adhérents et sympathisants. Ceci pour aborder des thèmes et des sujets sociétaux qui nous tiennent à cœur, et surtout avec notre propre analyse. Vous avez entre les mains le premier exemplaire.

Le dossier du mois La crise sanitaire en questions :

La COVID commande-t-elle nos vies, ou réel prétexte pour endiguer les colères et luttes qui pointent ? Quelques articles... pour nos réflexions individuelles et pour l'action collective...



p 2 & 3 >>>

Le fil rouge Le communisme, c'est l'avenir !

Dans chaque édition de ce journal, un fil conducteur fera le lien entre la situation politique du moment et l'idée communiste :

Pour la santé comme pour la planète, sans puissant mouvement contre l'ordre capitaliste, rien n'évoluera...

p3 >>>



La culture pour tous ... c'est essentiel !

On pourrait redire pourquoi la nourriture de l'esprit n'est pas moins essentielle que celle du corps.

p4 >>>



Rassemblement du 27 février 21

Edito

Les nouveaux visages de la précarité !

Un nouveau public bascule dans la précarité. Étudiant-e-s, apprenti-e-s, intérimaires, familles monoparentales, personnes âgées, salariée-s en activité partielle depuis de long mois, artisan-e-s en rupture d'activité.... En un mot, une personne sur trois a subi une perte de revenus avec la crise sanitaire (source Insee).

C'est toute une partie de la population qui n'arrive plus à manger à sa faim, à payer son loyer : à vivre tout simplement.... Hier, il y avait 9,3 millions de pauvres en France, soit 14,8 % de la population (française), demain, combien seront-ils ? Ce n'est pas acceptable ! La France est un pays riche, c'est inacceptable ! car il n'y a aucune fatalité à cette situation. Elle est le résultat des choix politiques capitalistes d'Emmanuel Macron et du gouvernement qui se poursuivent « quoi qu'il en coûte » mais toujours aux mêmes !

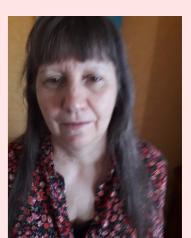
Les communistes proclament « À situation inédite, réflexion inédite » Les communistes proposent des solutions pour lutter contre cette précarité latente.

Augmenter les allocations, mettre en place le RSA pour les moins de 25 ans, augmenter les minima sociaux, salaires et retraites pour une vie digne pour toutes et tous, et réaliser l'égalité professionnelle femmes-hommes, abroger la réforme du système d'indemnisation du chômage, interdire les expulsions locatives et les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité, relever les APL, créer un fond d'aide au paiement des loyers pour les ménages en situation d'impayés, relancer la construction de logements sociaux... La liste n'est pas exhaustive !

A Bourg-en-Bresse, comme ailleurs, la précarité gagne du terrain et l'urgence sociale nous impose de remettre en question le droit tout puissant de l'intérêt privé si l'on veut servir l'intérêt général, celui du droit des salarié-e-s à disposer d'un travail, celui de millions de familles voulant vivre dignement, celui pour la protection des emplois sur l'ensemble de nos territoires.

Aussi, des voix doivent s'élever pour demander leur dû et revendiquer le droit de vivre décemment dans un pays classé dans le top 10 des puissances économiques mondiales.

Ensemble, nous devons faire entendre nos voix pour aller convaincre la population de la justesse de nos revendications. Ne tombons pas dans le piège des divisions, notre seul adversaire, c'est le capital qui exploite les hommes, les femmes et épouse la planète.



Martine Bouilloux
Secrétaire de section

Mais faisons un retour en arrière !

21 janvier 2020 Point de presse du ministre de la santé Agnès Buzyn : « Le risque d'introduction en France est faible mais ne peut pas être exclu, d'autant qu'il y a des lignes aériennes directes avec Wuhan ». « Notre système de santé est bien préparé, professionnels et établissements de santé ont été informés. »



18 février 2020 Agnès Buzyn, « Nous avons des dizaines de millions de masques en stock en cas d'épidémie, ce sont des choses qui sont d'ores et déjà programmées. Si un jour nous devions proposer à telle ou telle population ou personnes à risques de porter des masques, les autorités sanitaires distribuerait ces masques aux personnes qui en auront besoin. »



3 au 5 mars 2020

Olivier Véran sur France Inter : « La France est prête car nous avons un système de santé extrêmement solide ».

25 mars 2020 Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement (France Inter) : « On ne fermera pas toutes les écoles de France. », « Si nous basculons dans le stade 3, à savoir une épidémie qui circule dans tout le territoire, on ne va pas arrêter la vie de la France. »



17 mars au 11 mai 2020

Et puis ce fut le premier confinement total du 17 mars à 12H au 11 mai soit 1 mois et 25 jours

Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement : « Il n'y a pas besoin d'un masque, quand on respecte la distance de protection vis-à-vis des autres. »

30 octobre au 15 décembre 2020 Puis ce fut le deuxième confinement partiel avec la mise en place du couvre-feu.

Et plus les jours passaient, et plus la gestion catastrophique et les mensonges à répétition fragilisaient la confiance des Français envers le gouvernement, démontrant son impuissance à conjurer la crise autrement que par des gesticulations ridicules, et par une augmentation de sa politique répressive.

L'année 2020 aura été marquée par une pandémie mondiale pour laquelle nous n'étions pas préparés. Pénurie de matériel, manque de masques, de respirateurs... L'indécible était en train de nous arriver... Rappelons-nous ces infirmiers des blocs opératoires et tous les personnels rationnés sur le peu de protections disponibles. Rappelons-nous les agents de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) qui envoyait sur les réseaux sociaux des photos de leurs surblouses, qu'ils recyclaient, sans parler du manque de masque FFP2.

Aujourd'hui, l'épidémie est toujours présente, le couvre-feu est toujours activé, la vaccination peine à se mettre en route par manque de vaccins, et le retour à une vie normale n'est toujours pas d'actualité... Concernant la vaccination, le parti communiste Français dénonce les profits «Big Pharma» et participe à l'initiative citoyenne pour exiger que les vaccins et les traitements contre la COVID-19 soient accessibles et en nombre suffisant pour toutes et tous, sans qu'il n'y ait de chasse au profit. Saviez-vous que les entreprises pharmaceutiques refusent de partager leurs connaissances et qu'elles facturent leurs produits beaucoup trop chers ?



C'est pourquoi depuis des années, le PCF préconise une politique alternative de santé. Cela passe par l'impérieuse nécessité pour la société, les citoyens et les professionnels de se réapproprier cette chaîne de la santé. C'est le sens que nous donnons à notre proposition de mettre en place un pôle public du médicament en France et en Europe.

Un Pôle public qui défendra la Propriété intellectuelle, la reconnaissance des innovations et des initiateurs, mais aussi la mise à disposition mondiale des connaissances, des innovations thérapeutiques, des médicaments novateurs, pour que chacun dispose des moyens de se soigner.

Rejoignez-cette revendication en signant la pétition :

noprofiton.eu/fr

La plainte d'une pandémie !

Alors, quels enseignements pouvons-nous tirer de cette situation inédite ?

Tout d'abord que l'épidémie du « Covid19 » révèle une économie à deux vitesses :

En septembre dernier, l'Oxfam a publié un nouveau rapport sur le partage des richesses au sein des grandes entreprises mondiales pendant la crise.

Il est indécent que certains fassent des profits sur la pandémie, pendant que d'autres subissent de plein fouet les effets de cette crise sanitaire... Les inégalités se creusent, les pauvres deviennent plus pauvres, mais les riches plus riches. Une banalité pour certains, un scandale pour d'autres, mais une vérité, un constat qui doit nous révolter, qu'on ne doit pas accepter, car de l'argent il y en a ! (voir encadré)

Les banques centrales de la zone euro ont déversé 2000 milliards depuis mars 2020 sur les banques et sur les marchés financiers. L'argent de nos banques centrales doit servir à financer des projets de développement des services publics :

C'est le seul moyen de relancer l'économie et de la rendre plus efficace.

De plus, la chute de l'activité économique va réduire de plusieurs dizaines de milliards les rentrées d'impôts et de cotisations sociales.

Alors comment trouver l'argent pour combattre la crise ? En augmentant les impôts ? En rétablissant L'ISF ? En annulant l'endettement passif ? En taxant les profits des entreprises du CAC 40 ?

Dans quelques mois, auront lieu les élections départementales et régionales, puis en 2022, les présidentielles. C'est peut-être le moment pour chacune et chacun de se questionner sur le type de société dans laquelle chaque citoyen aimerait vivre !

La pandémie du coronavirus a mis en sourdine les colères sociales, mais elles demeurent... Tant les conséquences économiques, sociales, voire sociétales sont terribles. Il faut continuer à s'opposer à la logique capitaliste qui consiste à relancer leur taux de profit au détriment de notre classe sociale déjà extrêmement précarisée par la crise.

Aussi, une prise de conscience collective est nécessaire, voire indispensable, si nous voulons changer les choses, en exigeant un monde plus juste, plus solidaire, plus respectueux des êtres humains et de la nature. Les communistes seront toujours à vos côtés pour défendre ces valeurs.

Alors que faire : subir ou agir ? Agir !

Martine Bouilloux
Secrétaire de section



Prenons l'exemple des vaccins qui nous renvoie aux propos d'une responsable de Pfizer qui déclarait, que c'était financièrement une affaire juteuse... qui allait durer (sic). Et au contraire pour eux, maintenant les variants ! Et il y a de sérieuses raisons de penser que les déchaînements viraux, dont le Covid, ont tout à voir avec la dévastation environnementale dont le capitalisme est porteur. Autre découverte, avec cette pandémie, la France (au top 10 des puissances mondiales) est par le jeu du libéralisme globalisé, sinistrée et incapable de répondre à ses propres besoins. Cette domination de l'argent, y compris dans le domaine de la santé, appelle l'exigence universelle du communisme.

►Non pas le modèle détourné, dénaturé de l'Histoire. Mais un communisme, comme le définissait Marx, avec ce préfixe « commun » qui vient en opposition à l'individualisme.

►Non pas un idéal de société mais l'ensemble des démarches qui peuvent y mener. Ce que le philosophe Balibar appelle « la subjectivité collective agissante » : c'est à dire cette population dispersée et revendicative s'inscrivant consciemment ou non dans une logique communiste.

Le passé a déjà créé des embryons de communisme comme la sécurité sociale, les services publics historiques (dont le COVID a cristallisé l'importance), certains aspects de l'économie sociale et solidaire prenant forme de coopératives (SCOP/SCIC), les expériences de transition, les ZAD comme Notre-Dame des Landes, qualifiée par l'anthropologue Philippe Descola comme «une expérience politique aussi originale que La Commune de Paris de 1871». ...D'autres formes récentes d'idées communistes sont en gestation comme la sécurité sociale de l'emploi (ou alimentaire) et le salaire à vie etc...

L'idée communiste est actuelle car toutes les solutions alternatives ont laissé, au puissant pouvoir économique, une faculté d'adaptation. Pour la santé, tout comme pour la planète, s'il n'y a pas de puissant mouvement contre l'ordre existant, rien n'évoluera, sinon le pire : manipulateur, autoritaire, xénophobe ou obscurantiste.

Si le communisme a de l'avenir en tant que mouvement politique, c'est en s'engageant dans les espaces collectifs et associatifs de vie et de travail et en s'opposant à toutes les dominations. Nous nous employons à accueillir ou à accompagner tous ceux qui, en portant des projets ou des engagements écologiques, sociaux ou émancipateurs, veulent partager ce combat.



Bruno Calatayud